



CHAPITRE 17

Loi concernant l'évaluation pour fins
scolaires

[Sanctionnée le 6 juillet 1962]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S. R., c. 59, a. 373, mod. **1.** L'article 373 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) remplacé par l'article 30 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, est modifié:

a) en remplaçant dans les seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième lignes, les mots "augmenter le ou les rôles où l'évaluation est inférieure au niveau de celui de la municipalité où l'évaluation est la plus élevée, de façon à rétablir sur une base égale" par les mots "modifier ces différents rôles de façon à rétablir sur la base de la valeur réelle";

b) en retranchant les deux derniers alinéas.

Id., a. 389, mod. **2.** L'article 389 de la dite loi, modifié par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 21, et par l'article 27 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 31, est de nouveau modifié en ajoutant les alinéas suivants:

Évaluation contestée. "Pour tout immeuble dont l'évaluation est alors l'objet d'une contestation, le rôle de perception est basé sur la partie non contestée de l'évaluation.

Correction au rôle. Lorsque la décision a été rendue sur la contestation, le secrétaire-trésorier corrige

CHAPTER 17

An Act respecting valuation for school
purposes

[Assented to 6th July 1962]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R. S., c. 59, s. 373, am. **1.** Section 373 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) replaced by section 30 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 9, is amended:

a. by replacing the words "increase the roll or rolls where the valuation is under the level of that of the municipality where the valuation is the highest, so as to re-establish on an equal basis" in the sixteenth, seventeenth, eighteenth, nineteenth and twentieth lines, by the words "amend such various rolls so as to re-establish on the basis of its real value";

b. by striking out the last two paragraphs.

Id., s. 389, am. **2.** Section 389 of the said act, amended by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 21, and by section 27 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 31, is again amended by adding the following paragraphs:

Contested valuation. "As regards any immoveable the valuation of which is then being contested, the collection roll shall be based on the uncontested part of the valuation.

Correction of roll. When the decision has been rendered on the contestation, the secretary-treas-

le rôle de perception en conséquence.

Taxe
exigible.

Pour les fins de l'article 397, la taxe payable en conséquence de la correction est réputée être devenue exigible en même temps que celle qui a été originairement imposée."

S. R., c.
59, a. 508,
mod.

3. L'article 508 de la dite loi, remplacé par l'article 39 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 31, est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"4° Rendu une décision visée par l'un des articles 373, 378, 381, 382 ou 386a."

Id. a. 509,
mod.

4. L'article 509 de la dite loi, modifié par l'article 40 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 31, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin le mot "ou" et le paragraphe suivant:

"3° Dans les trente jours qui suivent une décision des commissaires ou syndics d'écoles visée par l'un des articles 373, 378, 381, 382 ou 386a."

Id., a.
518a, aj.

5. La dite loi est modifiée en insérant après l'article 518, le suivant:

Appel à la
Cour du
banc de la
reine.

"**518a.** Dans les cas visés au paragraphe 4° de l'article 508, lorsque la taxe scolaire basée sur l'évaluation en litige atteint cinq cents dollars, il y a appel de la décision de la Cour du magistrat à la Cour du banc de la reine dont le jugement est final. Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions d'une cour municipale, suivant les articles 9 à 15 de la Loi des cours municipales (chap. 17)."

1947, c.
81, a. 2,
mod.

6. L'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 81, est modifié en remplaçant dans les première et deuxième lignes, les mots "peut, de temps en temps," par les mots "doit chaque année".

Id., a. 3,
mod.

7. L'article 3 de la dite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, est modifié:

a) en retranchant dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots "le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal est d'avis que";

b) en remplaçant dans la neuvième ligne, le mot "peut" par le mot "doit";

urer shall correct the collection roll accordingly.

For the purposes of section 397, the tax payable as a result of the correction shall be deemed to have become exigible at the same time as the tax originally imposed."

3. Section 508 of the said act, replaced by section 39 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 31, is amended by adding the following paragraph:

"4. Rendered a decision under any of sections 373, 378, 381, 382 or 386a."

4. Section 509 of the said act, amended by section 40 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 31, is again amended by adding at the end the word "or" and the following paragraph:

"3. During the thirty days following a decision of the school commissioners or trustees under any of sections 373, 378, 381, 382 or 386a."

5. The said act is amended by inserting after section 518, the following section: Id., s.
518a,
added.

"**518a.** In the cases provided for in paragraph 4 of section 508, when the school tax based on the disputed valuation reaches five hundred dollars, an appeal shall lie from the decision of the Magistrate's Court to the Court of Queen's Bench whose judgment shall be final. Such appeal shall be instituted in the same manner as appeals from decisions of a municipal court under sections 9 to 15 of the Municipal Courts Act (chap. 17)."

6. Section 2 of the act 11 George VI, chapter 81, is amended by replacing the words "may from time to time examine" in the first and second lines by the words "shall examine each year".

7. Section 3 of the said act, replaced by section 5 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 124, is amended:

a. by striking out the words "the Protestant School Board of Greater Montreal is of the opinion that" in the first and second lines;

b. by replacing the word "may" in the ninth line by the word "shall";

Exigibi-
lity of tax.

R. S., c.
59, s. 508,
am.

Id., s. 509,
am.

Id., s.
518a,
added.

Appeal to
Court of
Queen's
Bench.

1947, c.
81, s. 2,
am.

Id., s. 3,
am.

c) en retranchant dans la quinzième ligne de la version française, le mot "peut".

c. by striking out the word "peut" in the fifteenth line of the French version.

1947, c.
81, aa. 5,
6, 7, remp.

8. Les articles 5 et 7 de la dite loi, remplacés par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 129, et l'article 6 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

8. Sections 5 and 7 of the said act, 1947, c. 81, ss. 5, 6, 7, replaced. of the said act are replaced by the following:

Avis de
l'appel.

"5. Dans les trente jours du dépôt de la résolution mentionnée à l'article 4 de la présente loi, le Bureau métropolitain en donne un avis public dans deux journaux, l'un de langue anglaise et l'autre de langue française, mis généralement en circulation dans le district de Montréal, et tout contribuable touché par ces modifications au rôle peut, durant les 30 jours qui suivent lesdits avis publics, interjeter appel à la Cour de magistrat.

"5. Within thirty days after the deposit of the resolution mentioned in section 4 of this act, the Greater Montreal Board shall give one public notice thereof in two newspapers, one published in the English language and one published in the French language, in general circulation in the district of Montreal, and any ratepayer affected by such amendments to the valuation roll may, within 30 days from the said public notice, appeal to the Magistrates' Court.

Procé-
dure en
appel.

"6. Cet appel est régi par les dispositions des articles 510 à 518 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

"6. Such appeal shall be governed by the provisions of sections 510 to 518 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59).

Rôle de
percep-
tion.

Pour tout immeuble dont l'évaluation est alors l'objet d'une contestation, le rôle de perception est basé sur la partie non contestée de l'évaluation.

As regards any immovable the valuation whereof is then being contested, the collection roll shall be based on the uncontested portion of the valuation.

Correc-
tion au
rôle.

Lorsque la décision a été rendue sur la contestation, le trésorier ou secrétaire-trésorier de la municipalité corrige le rôle de perception en conséquence. La taxe payable en raison de la correction est réputée être devenue exigible en même temps que celle qui a été originairement imposée.

When the decision has been rendered on the contestation, the treasurer or secretary-treasurer of the municipality shall correct the collection roll accordingly. The tax payable in consequence of the correction shall be deemed to have become exigible at the same time as that originally imposed.

Appels
combinés.

"7. La Cour de magistrat peut réunir plusieurs appels aux conditions estimées justes.

"7. The Magistrate's Court may combine several appeals on such conditions as are deemed equitable.

Appel à la
Cour du
banc de la
reine.

Lorsque la taxe scolaire basée sur l'évaluation en litige atteint cinq cents dollars, il y a appel de la décision de la Cour du magistrat à la Cour du banc de la reine dont le jugement est final. Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions d'une cour municipale, suivant les articles 9 à 15 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17)."

When the school tax based on the contested valuation amounts to five hundred dollars, an appeal shall lie from the decision of the Magistrate's Court to the Court of Queen's Bench whose judgment shall be final. Such appeal shall be brought in the same manner as appeals from decisions of municipal court pursuant to sections 9 to 15 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17)."

1957-58, c.
53, a. 1,
mod.

9. L'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53, est modifié en remplaçant dans les sixième et septième lignes, les mots "peut, lorsqu'elle le juge bon" par les mots "doit chaque année".

9. Section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, 1957-58, chapter 53, is amended by replacing the words "may, when it deems it proper," in the sixth line by the words "shall each year".

Id., a. 3,
mod.

10. L'article 3 de la dite loi est modifié en remplaçant dans la sixième ligne, le mot "peut" par le mot "doit".

10. Section 3 of the said act is amended Id., s. 3, by replacing the word "may" in the sixth line by the word "shall".

Id., a. 4,
mod.

11. L'article 4 de la dite loi est modifié en remplaçant dans la neuvième ligne, le mot "peut" par le mot "doit".

11. Section 4 of the said act is amended Id., s. 4, by replacing the word "may" in the ninth line by the word "shall".

Id., a. 5,
mod.

12. L'article 5 de la dite loi est modifié en retranchant le second alinéa.

12. Section 5 of the said act is amend- Id., s. 5, ed by striking out the second paragraph. am.

Id., aa.
10-11,
remp.

13. Les articles 10 et 11 de la dite loi sont remplacés par les suivants:

13. Sections 10 and 11 of the said act Id., ss. 10, are replaced by the following: 11, re- placed.

Avis
d'appel.

"10. Dans les trente jours de l'envoi à telle corporation municipale par poste recommandée de toute résolution adoptée en vertu des articles 3 et 4 de la présente loi, la Commission des écoles catholiques de Montréal doit donner un avis public dans deux journaux, l'un de langue française et l'autre de langue anglaise, circulant dans son territoire et tout contribuable intéressé peut, durant les trente jours qui suivent le dit avis public, interjeter appel à la Cour de magistrat.

"10. Within thirty days of the sending Notice of by registered mail to such municipal corpo- appeal. ration of any resolution passed under sections 3 and 4 of this act, the Montreal Catholic School Commission shall give public notice in two newspapers, one published in French and the other in English, in circulation within its territory and any interested ratepayer, within thirty days from the said public notice, may appeal to the Magistrate's Court.

Procé-
dure.

Cet appel est régi par les dispositions des articles 510 à 518 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

Such appeal shall be governed by the Proce- provisions of sections 510 to 518 of the dure. Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59).

Rôle de
percep-
tion.

Pour tout immeuble dont l'évaluation est alors l'objet d'une contestation, le rôle de perception est basé sur la partie non contestée de l'évaluation.

As regards any immovable the valuation Collection roll. whereof is then being contested, the collection roll shall be based on the un- contested portion of the valuation.

Correc-
tion au
rôle.

Lorsque la décision a été rendue sur la contestation, le trésorier ou secrétaire-trésorier de la municipalité corrige le rôle de perception en conséquence. La taxe payable en raison de la correction est réputée être devenue exigible en même temps que celle qui a été originairement imposée.

When the decision has been rendered Correction of roll. on the contestation, the treasurer or secretary-treasurer of the municipality shall correct the collection roll accordingly. The tax payable in consequence of the correction shall be deemed to have become exigible at the same time as that originally imposed.

Appels
combinés.

"11. La Cour de magistrat peut réunir plusieurs appels aux conditions estimées justes.

"11. The Magistrate's Court may Appeals combine several appeals on such conditions combined. as are deemed equitable.

Appel à la
Cour du
banc de la
reine.

Lorsque la taxe scolaire basée sur l'évaluation en litige atteint cinq cents dollars, il y a appel de la décision de la

When the school tax based on the Appeal to contested valuation amounts to five Court of hundred dollars, an appeal shall lie from Bench.

Cour du magistrat à la Cour du banc de la reine dont le jugement est final. Cet appel s'exerce de la même manière que l'appel des décisions d'une cour municipale, suivant les articles 9 à 15 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17)."

the decision of the Magistrate's Court to the Court of Queen's Bench whose judgment shall be final. Such appeal shall be brought in the same manner as appeals from decisions of a municipal court pursuant to sections 9 to 15 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1941, chapter 17)."

1957-58,
c. 53, a.
12, mod.

14. L'article 12 de la dite loi est modifié en remplaçant dans la septième ligne, le mot "pourront" par le mot "devront".

14. Section 12 of the said act is amended by replacing the word "may" in the seventh line by the word "shall".

Id., a. 13,
mod.

15. L'article 13 de ladite loi est modifié:

15. Section 13 of the said act is amended:

a) en insérant dans la neuvième ligne du premier alinéa, après le mot "amendements" les mots "actuels et à venir";

a. by inserting, after the word "its" in the eighth line, the words "present and future";

b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

b. by replacing the last paragraph by the following:

Surin-
tendant.

"A défaut d'entente entre les deux autorités le surintendant de l'instruction publique est appelé à rendre une décision qui est susceptible d'appel comme la leur."

"Failing agreement between the two authorities the Superintendent of Education shall render a decision subject to appeal in the same manner as their decision."

1957-58,
c. 53, aa.
12, 13,
mod.

16. Les articles 12 et 13 de la dite loi sont modifiés dans la version française en remplaçant chaque fois qu'ils s'y trouvent, les mots "The Protestant School Board of Greater Montreal", par les mots "le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal".

16. Sections 12 and 13 of the said act are amended by replacing the words "The Protestant School Board of Greater Montreal", wherever they occur in the French version, by the words "le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal".

Plaintes
pendan-
tes.

17. La présente loi ne doit pas empêcher le surintendant de l'instruction publique d'exercer, après l'entrée en vigueur de chacune des dispositions ci-dessus, les pouvoirs qu'il possède présentement à l'égard de chaque plainte déposée avant cette entrée en vigueur.

17. This act shall not prevent the Superintendent of Education from exercising, after the coming into force of each of the above provisions, his present powers with respect to each complaint filed before such coming into force.

Entrée en
vigueur.

18. Les articles 1 à 5 et l'article 17 de la présente loi entrent en vigueur le jour de sa sanction, les autres, le 1er décembre 1962.

18. Sections 1 to 5 and section 17 of this act shall come into force on the day of its sanction, the others on the 1st of December 1962.